

## **LES USAGES POLITIQUES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE EN BRETAGNE : HISTOIRE, MEMOIRE ET IDENTITE REGIONALE**

*Marc Bergère, maître de conférences en histoire contemporaine, CRHISCO / université Rennes II  
(communication rédigée en collaboration avec Christian Bougeard, professeur d'histoire contemporaine,  
CRBC / université de Bretagne occidentale<sup>1</sup>)*

Depuis la Seconde Guerre mondiale, la Bretagne est, à l'instar du reste de la nation, confrontée à "un passé qui ne passe pas"<sup>2</sup> sur fond d'enjeux identitaires régionaux. Exacerbés par la question centrale du comportement "du mouvement breton" (le second Emsav) sous l'Occupation et des conditions de son épuration, les conflits de mémoires ont nourri depuis la Libération une abondante production livresque dont il conviendra de dresser un rapide état. Alors que l'on pouvait penser l'essentiel des débats tranchés, par les historiens notamment, depuis les années 80, on a assisté à la fin des années 90 à une réactivation brutale des polémiques. C'est précisément cette nouvelle confrontation histoire/mémoire qui constitue la dimension nodale de cette communication. Il s'agit en effet "d'historiciser" les conditions de cette remobilisation soudaine du passé en déterminant les modalités mais aussi les acteurs de ce retour du passé au présent.

---

<sup>1</sup> - Cette communication étant centrée sur les conditions qui ont conduit le Centre de recherche bretonne et celtique (CRBC) à organiser le colloque "Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale" les 15 et 17 novembre 2001, la collaboration de Christian Bougeard, organisateur du colloque, s'est avérée précieuse. cf. Christian Bougeard (s.d.), *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale*, CRBC-UBO, Brest, mai 2002, 409 p.

<sup>2</sup> - Référence au titre de l'ouvrage publié par Eric Conan et Henry Rousso, *Vichy un passé qui ne passe pas*, Paris, Fayard, 1994, 328 p.

Interpellés directement, et parfois vivement, par une forte demande sociale, nous verrons enfin dans quelle mesure les historiens, universitaires régionaux particulièrement, se sont à nouveau employés à pacifier cette mémoire empoisonnée ce qui n'est pas sans poser problème quant à la portée et à la lisibilité de la parole de l'historien.

### **L'historiographie de la question**

Il ne nous appartient pas ici d'établir la collaboration ou la non-collaboration des nationalistes bretons. En effet, si les liens entre les éléments les plus engagés du mouvement, culturel ou politique, breton et la collaboration ne font guère de doute, il importe surtout ici de souligner combien cette question a déjà été abondamment traitée : la chronologie, les acteurs, les bases idéologiques et la gravité des faits sont désormais bien établis <sup>3</sup>. De manière classique, à l'échelle des événements traumatiques du XXe siècle, l'histoire du mouvement breton a d'abord été surinvestie par les témoignages surtout sous la forme de plaidoyers militants <sup>4</sup>. A l'image de l'histoire de Vichy et de la France occupée, les années 70 constituent un tournant avec les premiers véritables travaux scientifiques appuyés sur la presse et les témoignages oraux qui, pour certains, font toujours référence <sup>5</sup>. A partir de ces travaux fondateurs, la recherche n'a cessé de progresser bénéficiant de l'ouverture des archives mais aussi selon Michel Denis de "l'arrivée à l'université d'une génération qui n'a pas connu la guerre" <sup>6</sup>. Ce

---

<sup>3</sup> - Sur cette dimension historiographique, se référer au bilan dressé à Brest en 2001 par Michel Denis, "Le mouvement breton pendant la guerre : un bilan", dans C. Bougeard (s.d.), *op. cit.*, pp.151-166. Voir aussi dans le même ouvrage la communication de Luc Capdevila, "Le mouvement breton face à l'épuration" dans C. Bougeard (s.d.), *op. cit.*, pp.337-351.

<sup>4</sup> - Les justifications *a posteriori* des éléments les plus engagés sont les plus significatives, Yann Fouéré, *La Bretagne écartelée*, Paris, Nouvelles éditions latines, 1962 et *La Patrie interdite. Histoire d'un Breton*, Paris, Ed. France Empire, 1987; Ronan Carléon (pseudo de Ronan Caouissin), *Complots pour une République bretonne. Les dossiers secrets de l'autonomisme breton*, Paris, La Table Ronde, 1967; Olier Mordrel, *Breiz Atao ou Histoire et actualité du nationalisme breton*, Paris, Alain Moreau, 1973.

<sup>5</sup> - A partir du journal *Breiz Atao*, Alain Deniel, *Le mouvement breton*, Paris, Maspéro, 1976. Sur *L'Heure Bretonne*, le travail de Bertrand Frélaud, soutenu dès 1970 à l'université de Rennes et publié en 1985, *Les nationalistes bretons de 1939 à 1945*, Brasparts, Beltan, 1985.

<sup>6</sup> - Michel Denis, "Le mouvement breton pendant la guerre : un bilan", *op. cit.*, p.152.

dernier doit s'employer, dès les années 70, à contrer les offensives contre l'histoire <sup>7</sup>, de certains acteurs qui acceptent mal cette mémoire désormais partagée. Depuis cette date, la connaissance scientifique de la période s'est enrichie et affinée notamment grâce aux contributions de Michel Nicolas <sup>8</sup>, Henri Fréville <sup>9</sup> ou plus récemment Kristian Hamon et Georges Cadiou <sup>10</sup>. Paradoxalement, cette épaisseur de la connaissance et l'éloignement n'ont pas empêché pour autant les polémiques de se réveiller au sortir des années 90.

### **Les conditions de la remobilisation du passé à la fin des années 90**

A l'aube d'un nouveau millénaire, plus d'un demi-siècle après les faits, et alors que l'on pouvait penser le débat clos, l'attitude du mouvement breton pendant l'occupation resurgit soudainement à travers diverses "crises" de mémoire qui dépassent rapidement la seule scène bretonne <sup>11</sup>. C'est un jeune chercheur, qui à son corps défendant, va focaliser un rejeu de mémoire autour de la personnalité controversée de Roparz Hémon. Ronan Calvez, en consacrant une partie de sa thèse <sup>12</sup> au célèbre linguiste breton et en rappelant ses compromissions sous l'Occupation par ses écrits et plus encore ses émissions sur Radio-Rennes, soulève un tollé qui, avec du recul, ne peut qu'apparaître disproportionné au sujet d'un homme frappé d'indignité nationale à la Libération et contraint d'achever sa carrière et sa

---

<sup>7</sup> - Selon son propre mot " c'est pour ne pas laisser le champ libre au révisionnisme" qu'il publie "Mouvement breton et fascisme. Signification de l'échec du second Emsav" dans Christian Gras et Georges Livet (s.d.), *Régions et régionalisme en France du XVIIIe siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1977, pp.489-506.

<sup>8</sup> - Michel Nicolas, *Histoire du mouvement breton*, Paris, Syros, 1982.

<sup>9</sup> - Henri Fréville, *Archives secrètes de Bretagne, 1940-1944*, Rennes, Ouest-France, 1985.

<sup>10</sup> - Kristian Hamon, *Les nationalistes bretons sous l'Occupation*, Le Relecq-Kerhuon, An Here, 2001; Georges Cadiou, *L'hermine et la croix gammée. Le mouvement breton et la collaboration*, Paris, Ed. Mango, 2001. Au-delà de ces approches spécifiques, les thèses et multiples travaux de Jacqueline Sainclivier et Christian Bougeard sur la Bretagne, et plus particulièrement l' Ille-et-Vilaine et les Côtes-du-Nord au XXème siècle font aussi autorité sur la question.

<sup>11</sup> - Eric Conan, "La Bretagne en noir et blanc : une histoire revisitée", *L'Express*, 19 juillet 1999, pp.36-40; Dossier spécial Bretagne, "Nationalistes bretons et collaboration : la polémique", *Le Nouvel Observateur*, 7-13 décembre 2000, pp.I à XII.

<sup>12</sup> - Ronan Calvez, *La radio en langue bretonne. Roparz Hemon et Pierre-Jakez Hélias : deux rêves de la Bretagne*, Rennes, PUR, 2000. Il est maître de conférences de celtique à l'UBO et membre du CRBC.

vie en Irlande. Si la querelle s'envenime, c'est qu'entre temps un collège Diwan<sup>13</sup> de Relecq-Kerhuon dans le Finistère s'est baptisé du nom du linguiste et que l'Institut culturel de Bretagne lui a consacré, sur fonds publics<sup>14</sup> un colloque "hagiographique" qui omettait ce passé encombrant. Le colloque Hémon est organisé en 1998 alors que l'année suivante, la mémoire de Youenn Drezen<sup>15</sup> (lui aussi compromis sous l'Occupation) est à son tour honorée (sans réelle nuance) par l'ICB. Dans la foulée, le mensuel grand public *Armor Magazine* publie deux nécrologies édulcorées de militants bretons exilés en Irlande du fait de leur collaborationnisme<sup>16</sup>. Dès lors, cela en est trop pour certains qui se mobilisent contre ce qu'ils considèrent comme des silences coupables voire des formes de réhabilitation rampante. Une centaine d'éditeurs, écrivains, chercheurs, artistes et autres citoyens de Bretagne constituent un collectif intitulé "Gardons les yeux ouverts". Dénonçant le caractère "révisionniste" de textes qui pêchent par "omissions ou atténuations", ils en appellent à un travail de mémoire et à la presse nationale<sup>17</sup>. La question régionale est alors exacerbée par les négociations gouvernementales ouvertes avec les Corses mais aussi par la campagne en faveur de la ratification de la charte européenne relative aux langues régionales. En effet, cette dernière rencontre un écho très favorable en Bretagne légitimant une pétition qui compte vite plusieurs

---

<sup>13</sup> - Diwan ("le germe" en breton) : association pour le développement d'écoles en langue bretonne fondée à compter de 1977-1978. Créée pour les écoles maternelles au départ, l'association scolarise désormais des élèves jusqu'au bac. Le collège de Relecq-Kerhuon est le premier collège du réseau Diwan.

<sup>14</sup> - Fondé depuis 1982 avec pour mission de coordonner le développement, la diffusion et la promotion de la culture bretonne, l'ICB est très largement financé par le conseil régional et les départements bretons. Si bon nombre de ses activités et de ses membres apparaissent tout à fait irréprochables, certains responsables et/ou sections ont régulièrement adopté des positions historiquement litigieuses. Cf. Clarisse Chassigneux et Boris Thiolay, "La Mémoire trouble à l'Institut culturel de Bretagne", *Le Nouvel Observateur*, spécial Bretagne, 7-13 décembre 2000, pp.11-12. A titre d'exemple, dans un livre adressé aux maires de Bretagne pour les aider à baptiser leurs rues, on peut lire à l'article Roparz Hémon "qu'il fut injustement accusé d'être collaborateur", cf. *Les noms qui ont fait l'histoire de la Bretagne*, Coop Breizh et ICB, 1997.

<sup>15</sup> - Youenn Drezen, écrivain de langue bretonne mais aussi journaliste ( L'Heure bretonne et Radio Rennes ).

<sup>16</sup> - Il s'agit de Yann Goulet et Alan Heusaff décédés en 1999. Ils appartenaient respectivement au Bagadou Stourm ( groupe de combat du PNB ) et à la Bezenn Perrot, groupe paramilitaire sous uniforme allemand qui incarne la forme la plus radicale de la collaboration armée du nationalisme breton.

<sup>17</sup> - De fait, le jeudi 23 mars 2000, *Le Monde*, par un article de Nicolas Weill consacre une page "Régions" à cet appel sous le titre "Des écrivains dénoncent le silence sur les pages noires du nationalisme breton".

centaines de signatures <sup>18</sup>. Indiscutablement, la confluence de tous ces faits apparemment disjoints, qui ont en commun la question identitaire, est aussi indissociable de la reprise de l'activisme breton sous sa forme armée à compter de la fin des années 90 <sup>19</sup>. D'ailleurs, le choc de l'attentat de Quévert en avril 2000 <sup>20</sup> va marquer un tournant incitant les différents protagonistes à clarifier leur position, non sans ambiguïté parfois. Les élus sont parmi les premiers à réagir, ainsi le Conseil général du Finistère exige que le collège Roparz Hemon de Kerhuon soit débaptisé en juin 2000, et dans la foulée le conseil régional prend ses distances avec l'ICB <sup>21</sup>. Dans le même temps, le mouvement Diwan effectue aussi son devoir d'inventaire quitte parfois à récuser le caractère politique de l'œuvre d'un Roparz Hemon pour ne retenir que la dimension culturelle. D'une manière plus générale, dans ce débat, la tentation est grande de sacrifier à deux tendances apparemment opposées mais qui finalement se rejoignent dans leur confusion commune entre le passé et le présent du mouvement breton <sup>22</sup>. La première consiste à diaboliser le mouvement breton d'hier pour mieux discréditer celui d'aujourd'hui alors que la seconde, au nom d'une certaine fibre "régionaliste", fait front considérant le mouvement breton comme un tout indissociable au risque souvent de trouver des circonstances atténuantes aux pages les plus sombres de son histoire. Entre les deux, la

---

<sup>18</sup> - Il s'agit notamment de l'appel de Carhaix lancé en octobre 1999. Localement le collectif "Gardons les yeux ouverts" est parfois présenté comme concurrent voire rival de l'appel de Carhaix, certains signataires du second voyant dans le premier une opération de nature à nuire et décrédibiliser le mouvement culturel breton. Cf *Le Monde*, 23 mars 2000, p.13.

<sup>19</sup> - Après une première vague d'attentats à la fin des années 70, une relative accalmie avait suivi l'amnistie accordée en 1981 par François Mitterrand ( à cette date 19 activistes totalisaient 148 années de prison ). A compter de la fin des années 90, on assiste à une nette reprise des attentats revendiqués par une Armée révolutionnaire bretonne dont les liens et la filiation avec le FLB des années 70 n'apparaissent pas clairement. Entre 1996 et 2000 l'ARB revendique une quarantaine d'attentats en Bretagne ( gendarmerie, perception, centre des impôts, bâtiment EDF, palais de justice...) mais aussi en dehors ( mairie de Belfort, fief de J-P Chevènement le 30 octobre 1998 ; perception de Cintegabelle, circonscription de Lionel Jospin le 18 juin 1998...). Sur cette dimension voir : Georges Cadiou, *op.cit.*, pp. 241-249 ; Erwan Chartier et Ronan Larvor, *La question bretonne : enquête sur les mouvements politiques bretons*, Plougastell, An Here, 2002, pp. 101-104.

<sup>20</sup> - Le 19 avril 2000, un palier est indiscutablement franchi avec la mort d'une employée du Mac Donald de Quévert (22), tuée par une bombe qui aurait vraisemblablement dû exploser plus tôt dans la nuit. Sous réserve des résultats de l'enquête, c'est la première fois qu'un attentat attribué aux activistes bretons tue une personne innocente ( jusqu'à ce jour seuls deux poseurs de bombes avaient été tués par leur engin en 1976 et 1985): le choc va être immense et la condamnation unanime.

<sup>21</sup> - Eric Conan, "Un an après Quévert, les élus contre les indépendantistes", *L'Express*, 19-25 avril 2001. Voir également du même auteur, "Les autonomistes soufflent sur La Breizh", *L'Express*, 17 février 2000, pp. 80-84.

<sup>22</sup> - Sans doute ces deux tendances qui se rejoignent dans la négation du temps, c'est à dire dans la négation de la distance et de l'altérité du passé au présent, participent-elles du "présentisme" cher à François Hartog.

majorité de la population souhaite désormais tourner le dos à ce passé et regarde avec méfiance tous ceux qui tendent à l'exhumer, craignant, non sans crispation identitaire parfois, pour l'image de la Bretagne d'aujourd'hui. C'est dans ce climat déjà lourd, qu'intervient l'ultime polémique relative à la bande dessinée publiée par Reynald Secher dans le quotidien Ouest-France. Elle dépasse immédiatement les précédentes par son ampleur et surtout ses échelles et mémoires emboîtées. Tout part d'une histoire de la Bretagne en BD que Ouest-France décide de publier par planches après que la collection en huit volumes ait connu un succès commercial important <sup>23</sup>. Parvenue au tome 7 relatif à la période 1914-1972, la publication des vignettes fait l'objet de violentes attaques qui se concentrent sur la personnalité des auteurs <sup>24</sup> et plus encore sur le contenu historique. Plusieurs oublis ou approximations de taille au sujet du collaborationnisme d'une partie du mouvement breton sous l'Occupation, de l'évolution du régime de Vichy et plus encore du système concentrationnaire nazi présenté comme seulement "concurrent" du goulag communiste niant au passage sa spécificité vont nourrir une querelle complexe aux enjeux croisés. Pour une part, le conflit recoupe un clivage classique droite/gauche : ainsi l'Humanité <sup>25</sup> ou encore Libération <sup>26</sup> dénoncent la BD alors que le Figaro ou le Nouvel Ouest la défendent. Mais en y regardant de plus près, le paysage apparaît plus brouillé, la polémique glissant vers un affrontement Paris/province voire France d'en haut/France d'en bas <sup>27</sup>. En effet, dépassant leurs différences voire divergences politiques, on constate que la presse régionale (Ouest-France, Le Télégramme, Le Nouvel Ouest ...) fait bloc contre la presse nationale (Libération, L'Humanité, Télérama <sup>28</sup>, Le Monde <sup>29</sup>, Le vrai papier journal <sup>30</sup> ...). Au nom de l'intérêt

---

<sup>23</sup> - L'ouvrage se serait vendu à 250.000 exemplaires entre 1991 et 2000.

<sup>24</sup> - Reynald Secher, historien est l'auteur d'une thèse controversée relative au "génocide vendéen" durant la Révolution française : *Le génocide franco-français : la Vendée vengée*, PUF, 1986, 338p. René Le Honzec, le dessinateur de la BD avait travaillé auparavant pour le journal *Minute* de 1981 à 1986.

<sup>25</sup> - "Une croisade occulte", *L'Humanité*, vendredi 12 novembre 1999, pp.11-12.

<sup>26</sup> - "Bulles amnésiques", *Libération*, jeudi 16 mars 2000, pp.34-35.

<sup>27</sup> - "Paris nous prend pour des ploucs!", titre en pleine page *Le Nouvel Ouest*, n°47, 21 janvier 2000, pp.12-19.

<sup>28</sup> - "Les non-dits de la Bretagne dessinée", *Télérama*, n°2606, 22 décembre 1999, pp.7-10.

<sup>29</sup> - "Ouest France publie une bande dessinée contestée", *Le Monde*, jeudi 23 mars 2000, p.13.

régional, la presse bretonne se cabre contre "les moralisateurs" parisiens. Ainsi, sur le mode "notre histoire nous appartient", les attaques de la presse nationale sont perçues localement comme "l'illustration des tensions fortes qui existent entre régionalistes et jacobins soutenues par une intelligentsia parisienne qui fait fausse route"<sup>31</sup> et qui est souvent présentée comme jalouse du dynamisme économique, démographique et culturel actuel de la Bretagne<sup>32</sup>. Au-delà de la scène bretonne, on retrouve bien dans cette confrontation l'hypersensibilité au contemporain et notamment à ce que François Hartog et Jacques Revel appellent les incontournables mots de passe de la remobilisation du passé au temps présent : mémoire, identité, génocide<sup>33</sup>, responsabilité...<sup>34</sup>

### **La Bretagne sur le divan des historiens**

Par ses manifestations, ce dossier recouvre tous les caractères et problèmes posés par les usages politiques du passé notamment contemporain<sup>35</sup> : revendications à caractère identitaire, simplification médiatique, confusion mémoire/histoire et corrélativement question centrale du

---

<sup>30</sup> - "Ils ont des chapeaux ronds, vive les nazillons", *Le vrai papier journal*, janvier 2001, pp.73-77.

<sup>31</sup> - Déclaration de Didier Pillet, rédacteur en chef de Ouest-France dans les colonnes du *Nouvel Ouest*, 21 janvier 2000, p.19. Dans une déclaration au journal *Le Monde*, Didier Pillet insiste: "on a pas le droit d'interdire depuis Paris le droit aux Bretons de prendre connaissance de leur histoire" précisant que "la collaboration particulièrement honteuse en Bretagne (...) d'un petit noyau d'individus a souvent été utilisée pour disqualifier les revendications régionalistes en Bretagne", *Le Monde*, 23 mars 2000, p.13.

<sup>32</sup> - C'est par exemple l'opinion défendue sous le titre "Vive le régionalisme!", par Yannick Le Bourdonnec dans *Le Télégramme* : " Ces dernières semaines, quelques articles parus dans la presse nationale- Télérama, *Le Monde*, *Libération* – ont rallumé la polémique sur les pages noires de l'histoire de la Bretagne. (...) Il est donc intéressant de savoir pourquoi les feux sont rallumés aujourd'hui alors que jamais depuis la fin de la guerre, l'identité bretonne n'a autant soulevé d'enthousiasme, notamment dans la jeunesse. Pour beaucoup de militants, de l'Union démocratique bretonne aux régionalistes modérés, cet enthousiasme appuyé par les milieux culturels et les chefs d'entreprises est incontestablement gênant.", *Le Télégramme*, dimanche 23 avril 2000, p.6.

<sup>33</sup> - Le seul vecteur des silences sur l'extermination des juifs et de la comparaison des systèmes concentrationnaires nazi et soviétique contribue à internationaliser la polémique de la BD publiée par Ouest-France. Ainsi le journal israélien *Ha'aretz* consacre un article à cette question : Estelle Shirbons, "Nothing funny about these comic cuts : Bretons are being given a comic version of World War II-without the Holocaust", *Ha'aretz*, 2 mai 2000. "Oubliés" dans la version initiale de la BD (album), c'est à la demande des responsables du Ouest-France que les auteurs procèdent, dans la version publiée dans le quotidien, à l'ajout d'une vignette sur les camps nazis.

<sup>34</sup> - François Hartog et Jacques Revel, *Les usages politiques du passé*, Paris, Editions de l'EHESS, 2001, p.20.

<sup>35</sup> - Même si celui-ci n'en a pas l'apanage, ainsi en matière d'usage politique du passé lointain la Bretagne offre durant la même période l'affaire de Saint-Aubin-du-Cormier (35). Un projet d'enfouissement de déchets ménagers sur le site d'une bataille durant laquelle 5000 bretons auraient trouvé la mort en 1488 face aux troupes royales va provoquer une telle mobilisation que le projet va être enterré... Erwan Chartier et Ronan Larvor, *op.cit.*, pp.147-150. ; "La seconde bataille de Saint-Aubin-du-Cormier", *Le Monde*, 23 mars 2000, p.13.

positionnement et statut de l'historien. Ainsi, concernant les médias, omniprésents dans le dossier étudié, on constate souvent une position équivoque qui, tout en dénonçant les denis d'histoire, y contribue par la dimension simplificatrice de certains titres ou formules. Ainsi, parler d'amnésie en 2000 ou laisser à penser qu'il pourrait subsister des zones d'ombre dans un passé honteux alors que toute l'historiographie démontre au contraire qu'il n'y a eu ni oubli, ni tabou, ni censure, apparaît pour le moins réducteur. De même, les appels incantatoires à l'ouverture des archives comme si elle pouvait encore livrer des secrets cachés, alors que les historiens les fréquentent de longue date, entretient l'opinion dans une culture d'opacité et de suspicion qui nourrit le mythe des archives fermées<sup>36</sup>. Les cartes se brouillent un peu plus encore lorsque certains historiens adoptent des positions équivoques contribuant aux troubles de l'opinion. Ainsi, lorsque Reynald Secher oppose "une histoire servile" de nature idéologique à une "histoire indépendante au service exclusif de la vérité scientifique"<sup>37</sup>, il jette une suspicion illégitime sur nombre de professionnels de la recherche historique taxés d'écrire "une histoire officielle". Cette analyse, non neutre idéologiquement, recoupe pour partie celle qui fréquemment oppose une histoire (ou mémoire le plus souvent) populaire avec une histoire savante écrite par des intellectuels donc nécessairement confisquée ou biaisée. Avec de tels relents démagogiques voire populistes, il n'est guère surprenant que ce genre de thèse trouve un certain écho dans une opinion déjà traversée par une crise de défiance à l'égard des élites. Paradoxalement pourtant, rarement les historiens ont été autant sollicités dans une fonction d'expertise. Ainsi, dans la polémique étudiée ici, les médias sont nombreux à faire appel aux historiens, notamment universitaires régionaux, pour éclairer le lecteur ou le

---

<sup>36</sup> - Ainsi Nicolas Weill dans *Le Monde* : "Nul doute qu'avec l'ouverture des archives de la période, ce débat là ne fait que commencer.", *Le Monde*, 23 mars 2000, p. 13. Clarisse Chassigneux et Boris Thiolay dans *Le Nouvel Observateur*, "La polémique actuelle a fait tant de remous que l'université de Bretagne Occidentale consacra un colloque à ces faits historiques en novembre 2001. Et les archives vont s'ouvrir.", décembre 2000, *op.cit.*, p.IV.

<sup>37</sup> - Introduction du tome 7 de son *Histoire de Bretagne (1914-1972)*.

débat <sup>38</sup>. Répondant à une demande sociale, l'historien est alors sommé de s'expliquer au risque parfois de voir son propos déformé. Cette pression constante et croissante de la demande sociale est apparue de manière éclatante à travers les conditions mêmes d'organisation du colloque "Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre mondiale" par l'UBO en novembre 2001. Alors même que l'un des meilleurs spécialistes de la question reconnaît que "l'on ne peut rien attendre de nouveau" et "qu'aujourd'hui il n'y a plus de mystère, on sait ce qui s'est réellement passé pendant l'Occupation" <sup>39</sup>, l'université de Brest, soutenue par certaines collectivités locales (région, départements du Finistère et d'Ille-et-Vilaine, ville de Brest), décide d'organiser un colloque pour pacifier une mémoire polluée par des polémiques depuis 1999. De l'aveu même de Fanch Roudaut, directeur du CRBC, l'objectif est "de répondre avec les armes dont nous disposons. Il y a eu depuis le second semestre 1999 de nombreux articles. La seule façon pour nous d'intervenir dans le débat c'est de diffuser les connaissances acquises" <sup>40</sup>. Ambition que confirme Christian Bougeard, professeur d'histoire contemporaine à l'UBO et responsable du colloque : "d'une certaine façon, les polémiques qui ont pu avoir lieu nous ont incités à présenter cette mise au point. Pour les historiens, les choses sont acquises mais pas pour le grand public" <sup>41</sup>. De fait, le colloque habilement élargi à d'autres espaces régionaux pour favoriser le comparatif et sortir du champ clos breto-bretonnant a été un franc succès tant public que scientifique <sup>42</sup>. En cela, il a de toute évidence répondu à une attente sociale forte mais par sa seule existence n'a t'il pas aussi révélé de manière criante le décalage croissant entre connaissance scientifique et sa diffusion dans le grand public ?

---

<sup>38</sup> - *Le Nouvel Observateur*, 7-13 décembre 2000 ; *Télérama*, 22 décembre 1999 ; *Le Télégramme*, 23 avril 2000 ; *Ouest-France*, 19-20 août 2000 ; *Libération*, 16 mars 2000 ; *Ha'aretz*, 2 mai 2000...

<sup>39</sup> - Michel Denis, *Le Télégramme*, dimanche 11 novembre 2001, p.2.

<sup>40</sup> - *Ouest-France*, mercredi 17 octobre 2001.

<sup>41</sup> - idem.

<sup>42</sup> - 450 participants ont assisté aux trois jours de colloque, sachant que l'université avait dû refuser de nombreuses autres demandes d'inscriptions. La couverture médiatique du colloque fut également importante.

En effet, si l'historien peut être flatté d'être érigé en thérapeute ou en exorciste des maux de la mémoire, cette fonction sans cesse renouvelée ne marque-t-elle pas les limites de sa propre parole et/ou écriture ? Si de telles polémiques peuvent avoir lieu alors que pour l'essentiel les connaissances étaient déjà acquises de longue date, on est légitimement en droit de se demander "pour qui parle l'historien ?"... Rarement autant sollicité, l'historien apparaît paradoxalement peu écouté. La difficulté à faire entendre sa voix démontre que pour le moins son message apparaît souvent brouillé et/ou placé sur un pied d'égalité avec d'autres voix qui disposent de moyens de diffusion autrement plus puissants et supérieurs qu'il s'agisse du journaliste, du témoin voire du juge. Finalement, au risque de paraître iconoclaste, il y a matière à s'interroger : la médiation de l'historien est-elle utile (au sens "efficace") ? Quelle que soit la réponse que chacun puisse apporter, il me semble qu'elle renvoie fondamentalement à la responsabilité mais aussi et surtout à l'humilité nécessaire pour tout historien dans la pratique de son métier.